

Conférence "sociale" : NON merci !

7 juillet 2014



Front Syndical de Classe

Faire avaliser les régressions

Au pays des bisounours du « *dialogue social* », on appelle ça « *La grande conférence sociale 2014 pour l'emploi* ». Ouverte par le Président de la République, clôturée par le Premier ministre, elle se tiendra le 7 et 8 juillet 2014 au Palais d'Iéna à Paris, en présence des... "*partenaires sociaux*".

Entre cocktail et buffet, il s'agira, selon le programme des réjouissances, de réfléchir à : "*amplifier l'action pour l'emploi*", "*développer un agenda économique et social pour la croissance et l'emploi en Europe*", ou encore "*garantir le pouvoir d'achat par une rémunération équitable*" et "*renover notre politique de santé*"...

Ben voyons... comme si les 30 dernières années de régression sociale ne nous avaient permis de comprendre, si jamais on avait eu des doutes, que la nov'langue euro-patronale dit toujours l'inverse de ce qu'elle fait :

défendre l'emploi signifie organiser le chômage de masse, réformer les retraites est synonyme de les casser, garantir le pouvoir d'achat veut dire baisser les salaires. Le tout au profit du grand patronat et sous pilotage de l'UE et de ses directives.

La réalité de cette conférence est tout autre que ce que le programme officiel cherche à vendre. Elle est un élément clé du dispositif mis en place depuis des années au niveau national et européen visant à faire avaliser les régressions par de négociations bidons et par des organisations aux ordres à la représentativité truquée.

Laurent Berger, patron de la CFDT et syndicaliste officiel du gouvernement et de l'UE (celui qui poignardait dans le dos les cheminots il y a quelques jours à peine) vend d'ailleurs la mèche : "*cette conférence revêt une importance cruciale (...) La priorité est la mise en place effective et rapide du pacte de responsabilité*".

Le pacte de responsabilité

Est-il besoin de rappeler ce qu'est le Pacte de Responsabilité, dit pacte Hollande/Gattaz ? Dans le cadre du pacte de stabilité européen (et après les 100 milliards d'exonération patronale depuis 2012), il s'agit de poursuivre et d'aggraver les mesures d'austérité pour les salaires et d'engraissement pour le capital tout en cassant le modèle social hérité de la Résistance et du CNR, à commencer par les services publics et la Sécu :

- 30 milliards de plus pour le MEDEF,

- des coupes sombres considérables dans les budgets publics (50 milliards d'ici 2017),

- le déport vers la fiscalité du financement de la branche familiale de la sécurité sociale, qui constitue une attaque frontale contre le salaire socialisé et contre la protection sociale.

Avec comme conséquence immédiate, la diminution des prestations famille, une hausse des impôts, des économies brutales sur la branche maladie, un nouvel affaiblissement des services publics.

Cette régression tous azimuts, qui s'ajoute aux précédentes (ANI, retraites...) dans un contexte de mise en cause du statut des intermittents et de contre-réforme du ferroviaire est tout simplement inacceptable et non négociable, que ce soit au milieu des petits fours et des coupes de champagne d'une conférence soi-disant sociale ou ailleurs

Comme l'expliquait Henri Krasucki, « **la régression sociale ne se négocie pas, elle se combat** ».

Les 2 précédentes conférences sociales

- La première conférence sociale de juillet 2012 a débouché sur les régressions sociales de la mobilité du travail (ANI).

- La seconde conférence sociale de juin 2013 a débouché sur la nouvelle contre-réforme des retraites.

A chaque fois, il s'est agi après accord camouflé entre gouvernement/MEDEF et syndicats jaunes, CFDT en tête, de prétendre à une acceptation des « *partenaires sociaux* » puis de la faire avaliser au parlement par des majorités à géométrie variable selon les cas.

Et c'est ce type de dispositif qui est activé en permanence contre les luttes comme avec celle des intermittents du spectacle où le gouvernement "*socialiste*" justifie sa fermeté face aux revendications des travailleurs en lutte par la nécessité de "*ne pas désavouer*" la signature des "*partenaires sociaux*".

C'est pourquoi de nombreuses UD, fédérations, UL, syndicats ou militants CGT (Renault Cléon, UL Amiens Nord, congrès du syndicat du livre Paris, fédération de la métallurgie et de l'Énergie, commission exécutive de la fédération des fonctionnaires...) réclament de leur Confédération qu'elle refuse de participer à cette mascarade de négociation, qu'elle refuse de cautionner le recul social, qu'elle refuse le piège de négocier de fausses "*contreparties*" qui ne serviront qu'à justifier un terrible recul.

Et les arguments selon lesquels la politique de la "*chaise vide*" serait préjudiciable, la CGT devant être présente partout où il est question des intérêts des salariés ne servent qu'à masquer le ralliement à une politique de collaboration de classes.

Précisément parce que le sort et les intérêts des travailleurs ne se jouent pas dans ces grands' messes au sommet !

Car de quoi ont besoin les travailleurs ?

Ils n'ont pas besoin d'une CFDT bis. Ils ont besoin que la CGT, dénonçant le syndicalisme d'accompagnement de la CFDT et de la CES, prenne la tête de la résistance et de l'organisation du rapport de force pour faire reculer le pouvoir et imposer d'autres choix (à commencer par la restitution de toutes les aides extorquées par le grand patronat et l'augmentation des salaires et des pensions !).

Et comme y appelle le récent congrès de l'UD des Hauts-de-Seine en pleine grève des cheminots :

" Préparons la confrontation sociale pour bloquer la politique du gouvernement !"

Le Front Syndical de Classe

29 juin 2014

»» <http://www.frontsyndical-classe.org/2014/06/conference-sociale-non-merci.html>